Le gars du village qu'est nulle part sur la carte

Accompagner des ados migrants, entre fausses représentations du « bien », incompréhensions culturelles et acrobaties administratives.

Dans les Hautes-Alpes, Annie* héberge et accompagne depuis un an Félix*, 17 ans à peine. Parti de Côte d'Ivoire à 14 ans. Trois ans de galère, dont deux en France.

Combat syndicaliste : Comment et pourquoi tu as commencé cet accompagnement ?

Annie : En fait, j'ai rien décidé du tout. J'ai rencontré Félix au CHUM (Centre d'hébergement d'urgence des mineurs en exil) un squat à Veynes où j'animais un atelier couture (deux ans d'une magnifique aventure). Quand le squat a été expulsé, la plupart des jeunes qui y vivaient ayant été reconnus mineurs, ont commencé un apprentissage ou trouvé une famille d'accueil. Pas Félix. Deux mois plus tard, il passait devant le juge des enfants. Je ne connaissais pas son dossier mais j'étais là pour le soutenir. Je lui ai annoncé le verdict quinze jours plus tard : non reconnu mineur, pas de prise en charge par l'ASE (Aide sociale à l'enfance)… C'était à la veille des vacances, l'internat du lycée fermait et Félix ne savait pas où aller, il semblait perdu. Je lui ai donc « naturellement » proposé de venir à la maison, en lui disant que ce ne serait pas idéal, car je vis seule dans un minuscule hameau de montagne, où il ne pourrait que s'ennuyer, mais il a accepté sans hésiter ! C'était il y a un an.

Des mineurs en mode énergie majeure

Félix enchaîne collège, lycée pro, puis une promesse d'apprentissage chez un boucher. Mais impossible de suivre les cours au CFA, faute de permis de travail : retour au lycée. Proviseur, enseignants, tous suivent. « *Il y a vraiment de la résistance et des appuis dans cette lutte au quotidien de personnes "lambda" qui ont besoin de l'énergie incroyable et communicative qu'ont ces gars* » note Annie. « *Très vite on apprend à être stratège, à jouer avec les failles du système. Je signe des papiers même sans avoir l'autorité parentale reconnue... Je l'inscris en internat au lycée, qu'il ait donc un toit, mange à la cantine...* " *Mais qui va payer ?* " demande la secrétaire du lycée. *Je suggère le Secours populaire, qui a une ligne dédiée pour ça.* " *Oui pas de problème, on va faire comme ça...* " *Comme je ne peux pas payer la carte de transport (je suis au RSA), c'est pris en charge par d'autres solidaires. Alors oui, je travaille en réseau avec des personnes pas forcément en phase avec mes idées, mais qui ont d'autres compétences, et d'autres moyens...* » Heureusement que l'énergie de ces jeunes nourrit les lambda…ect

L'accueil à domicile, la cohabitation, comment ça se passe ?

J'espérais garder la relation qu'on avait au squat. En fait, inévitablement, sans le vouloir , je suis devenue à ses yeux sa deuxième maman : le piège ! Un grand classique... J'ai résisté d'autant plus que je n'ai volontairement pas eu d'enfant et n'ai pas la moindre idée ni envie de me coltiner avec ce qui ressemble à de l'éducation ou de l'autorité… On est face à des ados et déjà c'est pas simple, mais en plus avec des repères culturels, des représentations très différentes des nôtres, alors forcément souvent, bêtement, ça clashe !

Parmi les militant·es solidaires (le

plus souvent des femmes seules, déjà un peu âgées) la majorité pense « *intégration* » : si t'es en France, tu dois vivre, manger, comme en France, mettre des chaussures, être poli, arriver à l'heure… Mais ce qui nous semble évident ne l'est pas du tout pour eux : avoir une adresse (Félix écrit : « *la dress* »), lire un plan, comprendre des horaires de train, fermer une porte à clef...

On trimballe beaucoup d'ethno centrisme qu'il faut déconstruire. Par exemple, pour ces jeunes qui arrivent de l'Afrique de l'Ouest, vivre seul·es, isolé·es, indépendant·es, comme nous ici, dans des villages, sans d'enfants qui jouent dans les rues, ils ne comprennent pas… Eux, ils ont absolument besoin de compter les uns sur les autres, c'est le groupe qui fait la force. En les isolant, on casse ça. C'est pour ça que je pense que la vie en squat est loin d'être la pire des solutions, et même une meilleure alternative pour ces jeunes, dans l'attente que l'État assume ses missions d'accueil et de protection

Peut-on dire que l'arrivée en France, dernière étape, apporte un soulagement ?

C'est plutôt la désillusion ! Si on entend parler des naufrages en Méditerranée, des camps en Libye, des difficultés pour traverser les frontières (ici par la montagne) c'est pas le pire en réalité.

Une fois arrivés en France, la galère commence vraiment, et souvent pour des années, dans ce pays où tout est tellement compliqué, sciemment.

En quoi l'accompagnement des mineurs diffère de celui des adultes ?

Aux adultes, l'État dit : va-t-en, dégage, OQTF ! Mais la convention internationale de protection de l'enfance oblige théoriquement l'État à prendre en charge les mineurs isolés. On lutte pour faire respecter ce droit international. Même si je suis nulle en paperasse, je me suis engagée auprès de Félix à faire tout mon possible pour que sa situation administrative avance. Qu'il retrouve des droits, en commençant par l'AME (Aide médicale d'État), qu'il obtienne une carte consulaire, puis un passeport ! Car si rien ne bouge, ils n'ont plus d'espoir. Au squat, j'ai vu trop de ces jeunes, dont je devinais l'énergie extraordinaire, rester prostrés des semaines, perdre du poids, et tout a coup retrouver le sourire, grandir, réellement ! Ils ont une force incroyable ces gars (quasiment pas de filles, à part dans les réseaux de prostitution) qui tiennent le coup, face à l'inertie de l'administration, les règles changeantes, les délais et aussi nos attentes à nous.

Question naïve : y aurait-il une manière libertaire d'accompagner ces ados ?

Parmi les solidaires, certain·es n'admettent pas qu'un squat, c'est pas si mal. Il y a plein de représentations qui s'y opposent : propreté, intégration, manque de confort, notions de bien et de mal... Mais le squat c'est aussi un lieu de rencontres, de retrouvailles avec d'autres qui n'y vivent pas. Quant à l'autogestion, déjà que c'est jamais si simple pour les plus convaincus d'entre nous, comment imaginer que cela puisse l'être pour ceux qui arrivent dans une telle détresse et précarité ? Évidemment on essaye toujours, mais c'est pas facile de les impliquer dans les décisions, et ils fonctionnent souvent comme dans les camps qu'ils ont connus : ce sont les blancs qui amènent la nourriture, font le ménage, etc.

Quelles divergences entre les solidaires « *humanistes* » et ceux qui ont une démarche plus politique ?

Ça se joue surtout dans la confiance ou la défiance envers les institutions, suivant nos opinions. Rares sont les solidaires à admettre qu'on n'est pas, ou plus du tout, dans un État de droit. Pire, certain·es partagent avec l'administration des à priori et doutent de la

véracité des récits des migrants, avec cette idée pernicieuse qu'ils essayent quand même un peu d'en profiter. C'est terrible, mais assez banal. Etre

traités de menteurs, c'est extrêmement violent pour eux : c'est une des choses qui leur font le plus de mal.

Mais nous-mêmes, on vit, pas toujours consciemment, dans les mensonges, on se trompe souvent sur nos propres souvenirs…

Je me suis longtemps demandé par exemple pourquoi Félix avait déclaré être passé par l'Espagne alors qu'il est entré par l'Italie. Du pain béni pour les évaluateurs du Département qui ont donc émis « un doute sérieux ». Jusqu'à ce qu'il me dise : « *Italie, Espagne, pour moi, c'est pareil : c'est l'Europe* »… Toujours dans ce rapport, le conseil départemental indique que le village d'origine de Félix n'a pas pu être localisé sur une carte, un élément jugé suspect qui a joué contre lui… Mais depuis la Côte d'Ivoire, je me demande qui trouverait sur une carte le hameau de cinq maisons où je vis. Et moi je serais incapable de reconnaître les contours du Mali ou du Niger…

Administration kafkaïenne, mais qui a l'autorité…

De fait, plein de comportements sont interprétés à tort. En Afrique, un mineur ne regarde pas un adulte dans les yeux. Quand ici, il baisse les yeux sans regarder un juge en face, c'est qu'il ment. La prétendue présomption d'innocence, on en est loin, très loin. Face à ces incompréhensions culturelles, on aurait grand besoin d'ethno psychiatres aussi dans les administrations.

La pénalisation des aides aux migrants, ça pèse ?

Pas pour moi, mais parmi les solidaires qui sont moins politisés, il y a un peu de trouille, ce qui est compréhensible avec la médiatisation des procès des militants. Mais quand il faut faire une manif, comme début novembre devant le tribunal de Gap, on se retrouve tout·es. Faut dire que les assos, Cimade, Tous Migrants, MapeMonde (accueil des étrangers dans les Hautes-Alpes) forment un filet de sécurité, et ont des moyens. Quand il faut acheter de la nourriture, du fioul, du matériel pour remettre de l'électricité dans un squat, ils sont là... Très importants aussi, leurs juristes qui sont de bon conseil pour ne pas se perdre dans les méandres administratifs, ou faire n'importe quoi. Les démarches, c'est fastidieux, les règles changent tout le temps, personne n'est là pour t'expliquer, sauf elles et eux. Mais quand ça fonctionne, l'administration invente un nouvel obstacle. Les préfets ont finalement assez de latitude dans ces « innovations ». On navigue constamment entre des coups tordus. L'administration, c'est une prison à ciel ouvert, arbitraire, absurde, imprévisible. Pour nous c'est de l'auto formation permanente.

Batailler des mois contre l'administration, c'est pas usant, pour l'efficacité, pour le moral ?

Ce qui est le plus compliqué c'est de combattre l'impression d'impuissance qu'on a, malgré toutes ces difficultés, faciliter l'accueil des migrants et dénoncer ce que fait l'État en la matière, c'est la lutte qui me semble primordiale à mener aujourd'hui !

* Prénoms modifiés.